

LES BARBUS À L'ASSAUT DU MAKHZEN

vendredi, 24 novembre 2006 | par **Xavier Monnier**

Voilà un livre qui va faire jaser dans les Riads et les palais royaux. *Quand le Maroc sera islamiste*, une enquête qui risque de remettre au goût du jour le port de la barbe au Maroc.

Nos confrères et néanmoins amis, Nicolas Beau (*Canard enchaîné*) et Catherine Graciet (*Le Journal Hebdo*) n'ont pu s'en empêcher. Ils ont commis un nouveau livre, et sur le Maroc en plus. Avec un titre évocateur *Quand le Maroc sera islamiste* (sorti le 7 décembre aux éditions La Découverte). Y est décrit par le menu la corruption qui gangrène le pays, la déliscescence de l'Etat, la paupérisation des populations avec, en corollaire, la montée en puissance des courants islamistes, qu'ils soient légaux ou pas. Avec à l'appui, les analyses des barbouzes marocaines comme françaises.

Bref une vision un peu moins enchantée du royaume chérifien que celle souvent présentée dans les journaux français.

Malins, les auteurs ont dédié leur œuvre au *Journal Hebdo* et à *Bakchich*. Du coup, les bonnes feuilles du livre sont publiées en France sur *Bakchich* et au Maroc le *Journal-Hebdo* lui consacre un dossier de huit pages.

Extraits

« Le Maroc, c'est la Russie en 1916 »

Un des patrons de l'antiterrorisme en France, resté un des experts auprès de la Direction générale de la police nationale (DGPN), expliquait encore en octobre 2006 : « En matière d'intégrisme, la Tunisie a tout verrouillé et nous ne craignons rien. L'Algérie a réussi à crever l'abcès au prix d'énormes souffrances et de 150 000 morts. Le problème est derrière. En revanche, le Maroc est la région qui est, de loin, la plus inquiétante : (...) « *Le Maroc, c'est la Russie en 1916* ».

Mission à Tripoli

Les services marocains sont totalement dépassés par l'irruption de la violence terroriste, à commencer par le général Laânigri qui va perdre son poste à la tête de la DST en raison de son incapacité à prévoir puis à comprendre l'événement. (...) « *Les forces de l'ordre au Maroc n'ont plus la réputation d'efficacité, accompagnée d'une infinie cruauté, qu'elles avaient du temps d'Hassan II* ». (...) Le royaume de Hassan II et de Mohammed VI est passé, un peu vite, pour un rempart contre les excroissances violentes de l'islam politique. Les attentats de Casablanca font prendre conscience de la réalité du danger la lutte contre les islamistes va s'intensifier au Maroc. Les services marocains peinent à retracer les filières qui ont rendu possibles ces attentats. Une note des services secrets français, datée de mai 2003 (...), rend compte d'une conversation approfondie qu'une de leurs sources au Palais a pu avoir à l'époque avec Nouredine Benbrahim, alors numéro deux de la DST marocaine. Selon cette note, le lendemain des attentats, cet officier est dépêché en Libye où ont séjourné trois des membres du groupe terroriste pour y recevoir une formation religieuse dirigée par Abdelkrim Mouti, chef d'un mouvement extrémiste réputé lié à Al-Qaïda. Ce dernier est bien connu des services marocains : dans les années 1970, cet enseignant, inspiré par le penseur djihadiste égyptien Sayyid Qutb, a créé le Mouvement de la jeunesse islamique. (...) En 1975, son organisation est responsable de l'assassinat d'Omar Benjelloun, l'un des responsables du parti socialiste marocain, l'USFP. Condamné à mort en 1980, Mouti s'enfuit du Maroc et se réfugie en Arabie saoudite, puis en Libye. Le numéro deux de la DST marocaine obtient l'autorisation d'interroger Mouti, en présence du fils Kadhafi. En rentrant de Libye, Nouredine Benbrahim s'est fait sa religion : les attentats de Casablanca sont le résultat direct d'une manipulation des amis de Ben Laden. « *Le Libyen Mouti a été explicite sur le fait que c'est Al-Qaïda qui tire les ficelles, explique-t-il à l'époque à ses interlocuteurs français, et ces imbéciles de gamins qui se sont appelés "Al-Sirat al-Moustakim" ne sont que le bois de feu utilisé pour passer le message* ». Plus tard, les services marocains affirmeront avoir découvert de nombreuses passerelles, encore qu'assez ténues, entre les poseurs de bombe et Al-Qaïda. (...)

« Guéguerre de clans »

Une certitude, la DST marocaine est, pour la première fois de son histoire, « ébranlée », comme l'explique

Benbrahim dans la note des services français : « *Le roi [...] ne veut pas que Laânigri [alors patron de la DST] et les autres commettent encore des erreurs qui ont montré des failles dans la constellation sécuritaire marocaine. Le roi a savonné Laânigri, Benslimane (patron de la gendarmerie) et Benhachem, directeur de la Sécurité nationale, qui étaient tout le temps en "guéguerre de clans" au lieu de faire leur travail* ». Après les attentats de 2003, le Palais est donc persuadé que ses services ont été dépassés par les événements. Des messages clairs sur les risques d'attentats auraient été envoyés, qui n'ont visiblement pas été reçus. « *Le roi, poursuit Benbrahim, était dans tous ses états, lorsqu'il a appris très en retard l'avertissement lancé par le juge antiterroriste français [Jean-Louis] Bruguière quelques jours [avant les attentats], lors d'un séminaire de la firme française militaire Thalès, que le Maroc pourrait connaître de grosses opérations. Il est, selon ce magistrat, le maillon faible du Maghreb* ».

Inquiétudes occidentales

Autant de « dérives » qui inquiètent les grands services de renseignement occidentaux, les think tanks américains et français ainsi que les groupes privés occidentaux installés au Maroc. Les inquiétudes des services français ne datent pas d'aujourd'hui. Dès le 4 février 1991, « *la DGSE rédige une note intitulée Le Maroc dans la tourmente* ». La guerre du Golfe vient d'être déclarée, Hassan II est encore au pouvoir et le danger islamiste est encore assez largement virtuel. Mais déjà la tentation existe à Rabat d'attribuer à des agents étrangers le malaise que connaît le pays (marqué en décembre 1990 par les « émeutes de la misère », violemment réprimées, à Fès, Tanger et Kenitra) ; déjà les services français pointent les dérives du système chérifien ; déjà le danger de la violence islamiste perce discrètement à l'horizon. « *Le monarque, expliquent les hommes de la DGSE, ne s'est pas trompé sur ce signal [les émeutes de décembre]. Il est apparu à la télévision désesparé, suppliant, faisant pour la première fois des fautes grossières dans son discours en arabe, perdant manifestement pied. Derrière les slogans anti-occidentaux et nationalistes arabes, c'est d'abord le système de pouvoir autocratique et de ses options depuis vingt-cinq ans qui est critiqué* ». Dès cette époque, le système monarchique était à court de projet. Le parallèle est saisissant entre l'analyse de 1991 et le malaise palpable quinze ans plus tard : « *Le Palais n'arrive pas à trouver de solution à cette situation. Il use, sans conviction, d'artifices usés. L'appel au nationalisme marocain à travers la question du Sahara, qui a servi efficacement de remède universel pendant dix ans, ne fait plus recette. L'usage de la répression policière -on incarcère environ trois cents personnes pour des motifs politiques- n'impressionne plus, comme si chacun savait que les jours du régime sont comptés* ». (...) Autre trait frappant pointé par les militaires des renseignements français, essentiellement préoccupés par le maintien de l'ordre et du statu quo au Maroc, une partie des élites dans l'armée et la bourgeoisie est alors tentée par un durcissement du régime.

Lorsque la misère côtoie l'opulence

Le 15 février 2006, l'ancien patron de l'Institut du monde arabe, le diplomate Denis Bauchard, conseiller de l'IFRI (Institut français des relations internationales), rédigeait pour un think tank américain une note confidentielle intitulée Maroc, bilan et perspectives. « Le risque terroriste demeure, écrivait ce diplomate. Les attentats de 2003 ont profondément surpris et affecté la population comme le pouvoir. Le langage officiel est que ce terrorisme a été largement importé, que les auteurs venaient de France ou d'Égypte et que l'opinion rejette complètement de tels actes. [...] 44 % des jeunes entre seize et vingt-neuf ans estimerait qu'Al-Qaïda n'est pas une organisation terroriste. (...) L'excellent Denis Bauchard se livrait ensuite à une analyse fort sévère de la personnalité de Mohammed VI : "Quel est exactement l'objectif du pouvoir, du roi personnellement et du "néo-Makhzen" qui regroupe les jeunes technocrates proches du roi ? La démocratie telle qu'elle est conçue par le Palais va-t-elle jusqu'à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle ? On peut en douter. Le pouvoir semble soumis à des tensions contradictoires sans qu'apparaisse véritablement un homme fort à l'autorité incontestée. Il est clair que Mohammed VI n'a pas l'autorité de son père et que l'on peut percevoir un certain flottement au sein du premier cercle du pouvoir. [...]"

Le PJD baisse le ton

Le Palais ne pouvait en espérer tant. Il tient enfin un parti islamiste fréquentable à tous points de vue... Et sait le récompenser comme il se doit. C'est en tout cas ce que laisse entendre une autre note du ministère français de la Défense du début des années 2000. Le numéro deux de la DST marocaine, Noureddine Benbrahim, y raconte que « le Palais a donné des instructions en vertu desquelles des appels d'offres en matière de BTP soient accordés à des sociétés appartenant au PJD »...

Un « royaume en mouvement »

En 2006, certains hommes du Palais se sont efforcés de vendre à l'Occident, et surtout à la France, l'image d'un « royaume en mouvement ». Joli concept, qui a fait par exemple en mars la couverture du *Nouvel Observateur*, grâce sans doute à l'activisme d'un communicant français fraîchement sollicité par le gouvernement marocain, Olivier Le Picard – P-DG d'une petite société honorablement connue sur la place de Paris, Communication & Institutions, cabinet conseil spécialisé en lobbying et en affaires publiques, [qui] conseille depuis plus de vingt ans les entreprises, les organisations professionnelles, les collectivités territoriales et les États ». Depuis des années, Laurent Joffrin, patron de la rédaction du *Nouvel Obs*, et Olivier Le Picard font souvent du bateau ensemble, ce qui forge une amitié. Une proximité qui a peut-être contribué à la présentation sous son meilleur jour, en une du *Nouvel Observateur*, de la situation bien anémiée du royaume.

Lorsqu'Olivier Le Picard – qui, dans ses activités de lobbyiste, a notamment défendu le régime colombien et le groupe de cigarettes Philip Morris – se rend à Rabat au printemps 2006 pour rencontrer ses commanditaires, le ministre délégué à l'Intérieur Fouad Ali El Himma – homme fort du régime de « M6 » dont nous aurons l'occasion de reparler – et le patron de la télévision publique Fayçal Laraïchi, son discours est bien rodé. L'image du royaume en France, leur explique-t-il, ne souffre d'aucun nuage. Les oppositions ne seraient plus le fait que de quelques écervelés, journalistes au *Monde* ou au *Canard enchaîné*, ou d'altermondialistes en rupture de ban.

L'illusion de l'embellie de 2006

« Monsieur bonnes nouvelles », Olivier Le Picard propose un argumentaire impeccable, fort éloigné des réalités marocaines. Ce brillant communicant a ainsi expliqué à l'un des auteurs de ce livre qu'une génération plus jeune a pris les commandes au Maroc, que l'ère des prébendes a cessé, que le régime est décidé à assainir les traditions corrompues des passations de marché : « *Aux boîtes françaises de comprendre que la donne a changé et que désormais des appels d'offres sont passés, le gré à gré est terminé* ».

Dans ses bagages, cet habile homme a emmené au Maroc Emmanuel Todd, le célèbre démographe et universitaire qui avait soufflé à Chirac en 1995 l'idée judicieuse de faire campagne sur la « fracture sociale ». Aidé d'un universitaire marocain, Todd a démontré dans un dossier d'une cinquantaine de pages que les fondamentaux du Maroc en matière démographique étaient en train de basculer dans le bon sens. Ainsi, l'indice de fécondité a chuté, ces dernières années, de façon manifeste. Une certaine régulation des naissances s'est progressivement imposée, notamment, expliquent les deux chercheurs, à l'initiative des hommes plus que des femmes.

Tout irait donc pour le mieux au royaume enchanté. Il faut dire qu'Olivier Le Picard, efficace lobbyiste, a eu la chance d'être servi en 2006 par une conjoncture particulièrement favorable. Le Maroc a en effet connu une réelle embellie économique. La croissance annuelle de l'économie flirte alors avec les 7 %, grâce notamment à une pluviométrie favorable et à de bonnes récoltes. Autre motif de satisfaction, les investissements du Golfe continuent à affluer. Avec une douzaine de milliards de dollars de projets d'investissements, l'émirat de Dubaï est en tête. Mais il faut compter aussi avec le Koweït, 5,7 milliards de dollars, le Qatar, plus d'un milliard de dollars, ou Abou Dhabi, un autre milliard.

Résultat, le marché de l'immobilier, pour lequel les investisseurs du Golfe ont une prédilection, est en ébullition. Partout, on achète, on construit et on rêve à un Maroc devenu la Californie de l'Europe : 5,4 milliards d'euros ont été investis dans l'immobilier pour la seule année 2005. (...) En avril 2006, dans un rapport de la Banque mondiale, le Maroc est décrit comme un pays qui va bien, mais qui ne sort pas de l'ornière : « La problématique de la croissance au Maroc reste une énigme ». « Et ce rapport de regretter que l'économie marocaine manque d'un leadership politique cohérent et consistant dans la durée ».

La corruption, un sport national

Plus qu'ailleurs au Maroc, la situation au Nord du royaume est compliquée. La région pauvre et rebelle du Rif, longtemps délaissée par Hassan II, se consacre à la culture du cannabis depuis le XV^{ème} siècle. Le Maroc est devenu le principal producteur et exportateur de kif dans le monde, comme l'a révélé en 2005 une enquête menée conjointement par le gouvernement marocain et l'ONU, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. La situation devient d'autant plus inquiétante que les grands cartels sud-américains de la cocaïne ont commencé à emprunter les routes du cannabis : au cours du premier semestre 2006, plus de quarante kilos de cocaïne pure ont été saisis par la police marocaine lors d'opérations menées à Oujda, Rabat et Casablanca.

« Azzedine Laraki, bourgeois fassi... »

Sous le règne d'Hassan II, un Premier ministre a incarné (de septembre 1986 à août 1992), pour le meilleur et surtout pour le pire, l'emprise de cette bourgeoisie fassie sur la vie politique et économique du royaume : Azzedine Laraki. (...) Nommé ministre de l'Éducation nationale en octobre 1977, le bon docteur applique fidèlement l'ordonnance d'Hassan II. L'arabisation hâtive de l'enseignement qu'il initie provoque l'appauvrissement intellectuel des facultés marocaines. Entouré de conseillers passésistes, l'éminent professeur contribue aussi à remplacer l'enseignement de la philosophie par des départements d'études islamiques et fait appel à des enseignants formés en Arabie saoudite, aux préceptes les plus rétrogrades. Le roi Fahd finance alors à fonds perdus des infrastructures culturelles qui vont parfois distiller le poison de l'islam wahhabite.

Ministre de l'Éducation, Laraki fut surtout un grand bâtisseur, à l'origine de la construction de multiples établissements scolaires. Pour les équiper en fournitures, tables, chaises et armoires, il monta une usine moderne, qui obtint le monopole des marchés de l'ensemble des établissements scolaires de l'Éducation nationale. Lorsqu'il fut nommé Premier ministre en 1986, pour six longues années à ce poste, Laraki se montra terne, sans envergure. À l'exception de quelques grands travaux qu'il fit réaliser par les offices étatiques, parfois pour son propre compte. C'est l'époque où le syndicaliste Noubir Amaoui, secrétaire général de la CDT (Confédération démocratique du travail), dénonça dans le quotidien espagnol *El País* les pratiques de corruption du gouvernement de Laraki. Mal lui en a pris, il écopa d'un an de prison ferme.

Saisi par la fibre agricole, Azzedine Laraki s'est employé à exproprier de pauvres gens de la localité d'Aïn-El Aouda, dans la grande banlieue de Rabat. Il mit ensuite en valeur les terres qui lui appartenaient, sans négliger

d'utiliser les moyens de la puissance publique. Ainsi, selon des témoignages d'anciens cadres de l'administration marocaine, l'Office national de l'eau potable fut mis à contribution pour raccorder sa ferme au réseau général grâce à une adduction de cinq kilomètres. Plus tard, le ministère des Travaux publics fut requis pour réaliser un barrage sur la rivière d'El-Oujla qui irrigue le site de l'hacienda du Premier ministre. Sitôt dit, sitôt fait, l'ouvrage coûta sept millions de dollars. Enterré le barrage programmé au départ. Un vaste lac fut ainsi aménagé où le Premier ministre entrepreneur réalisa un vaste élevage de grenouilles destinées à l'exportation. Et tant pis pour les aroubis (campagnards) situés en aval du cours d'eau, qui ont vu dépérir leurs modestes cultures maraîchères. (...) Le petit peuple du royaume parle plus volontiers de « larakisation », pour mieux souligner l'enrichissement personnel de ces grands bourgeois fassis parvenus au pouvoir pour servir autant leurs intérêts que ceux du pays.

L'ambition d'André Azoulay

Durant les deux dernières années du règne d'Hassan II, un vent réformateur va souffler pendant quelques mois au Maroc. Un des principaux artisans de cette volonté de changement aura été André Azoulay, le premier Juif marocain à être nommé conseiller de Sa Majesté par dahir. Le parcours militant de ce Franco-Marocain, un ancien de Paribas et d'Eurocom, témoigne d'un incontestable esprit d'ouverture. Artisan constant d'un rapprochement judéo-arabe, il crée en 1973 l'association Identité et Dialogue alors qu'il réside encore en France. Aidé par Albert Sasson, un ancien doyen de la faculté de Rabat fort respecté, André Azoulay organise de multiples rencontres entre Juifs et Arabes. Ses liens d'amitié avec Issam Sartoui, le responsable de l'OLP assassiné en 1983, ou avec Elias Sanbar, le responsable de la Revue d'études palestiniennes, sont de ceux qui font avancer le dialogue. « Pour nous, tu le sais, tous les Marocains sont égaux comme les dents d'un peigne », déclare Hassan II à André Azoulay, lors de la brève cérémonie qui en 1991 marque son intronisation comme conseiller du roi. La capacité du Maroc à protéger ses ressortissants juifs et à dialoguer avec Israël est portée au crédit d'Hassan II. Formidable communicateur, André Azoulay sut en retirer tout le bénéfice d'image pour le Maroc.

Lorsque ce natif d'Essaouira, l'ancienne Mogador, décide en 1991 de rentrer au pays natal pour occuper des fonctions de conseiller du roi Hassan II pour les affaires économiques et sociales, il sait que la tâche sera rude. Au fil des mois, il tisse de solides réseaux et s'entoure de jeunes technocrates qui vont connaître une ascension fulgurante. (...) André Azoulay prétendait, avec une telle garde rapprochée, aider le roi Hassan II dans ses velléités réformatrices.

Seulement, l'essai n'a pas été transformé. Dans un premier temps, l'incontestable ouverture politique du royaume, qui a vu Hassan II nommer à la tête du gouvernement le leader socialiste de l'USFP, s'est accompagnée d'un processus d'assainissement économique. Sur fond de privatisation. La fin du règne d'Hassan II a permis à un certain nombre d'entreprises françaises, comme Accor, Publicis et Vivendi, d'entrer, et avec profit, sur le marché marocain. Malheureusement, les mauvaises habitudes vont revenir très vite. Résultat, cette libéralisation n'a guère servi les intérêts d'un peuple laissé sans perspectives. Très vite, André Azoulay et certains technocrates vont oublier l'élan réformateur qu'ils étaient censés incarner, pour faire des affaires.

Le grand souk franco-marocain

La scène se passe au printemps 1993. La droite vient de revenir au pouvoir en France et le Sénat accueille, ce jour-là, plusieurs ministres marocains désireux de faire connaître le processus de modernisation de leur pays. Noble cause en effet que de séduire les opérateurs français qui ont pris place parmi les participants. Le Maroc s'apprête à privatiser quarante hôtels et soixante-dix entreprises. La salle du Palais de Luxembourg est pleine à craquer. Les deux principaux organisateurs de ce rassemblement, le sénateur Camille Cabana, ancien ministre des privatisations du gouvernement Chirac en 1986, et André Azoulay, alors conseiller d'Hassan II, ne sont pas mécontents.

« Belle salle, se félicite Cabana. Le Maroc fait recette, le Maroc fait toujours recette, mais maintenant, il faut obtenir des résultats tangibles », répond le placide Azoulay, esquissant un sourire derrière ses fines moustaches d'officier de cavalerie.

Vrais-faux appels d'offres

En décembre 2000, deux prétendants seulement restent donc en lice pour le rachat de 35 % des parts de Maroc Telecom, à savoir France Telecom – qui jettera l'éponge – et Vivendi Universal. Première évidence, la vente de cette société intervient trop vite, sans remise à niveau, comme le souligne, dans un courrier daté du 4 décembre, Gérard Ries, qui pilote le dossier pour Vivendi. Autant dire que les Marocains, en vendant une entreprise en mauvais état de marche, sont condamnés à la brader : « Nos auditeurs du cabinet Salustro-Reydel, explique Gérard Fries, ont effectué un travail limité. Les points principaux qu'ils ont relevés sont les suivants. Le management de Maroc Telecom dispose de très peu d'outils de gestion. Ainsi, il n'y a pas de comptabilité analytique, pas de suivi budgétaire, peu de suivi des investissements et des coûts d'acquisition (qui ne sont connus qu'en extracomptable), pas de cut off mensuel. La quasi inexistance des outils de gestion est bien entendu un handicap pour suivre l'évolution de la société... ». La non remise en état de Maroc Telecom est une première faute du gouvernement marocain. Il est clair que le prix de vente est fixé dans les plus mauvaises conditions.

La mauvaise gestion du groupe de télécoms est pourtant loin d'avoir découragé l'opérateur français. De façon assez attendue, c'est Vivendi qui emporte l'appel d'offres, le 21 décembre 2000. Le triomphalisme est de mise

dans les rangs des officiels : « *L'engagement à ce niveau de l'un des leaders mondiaux dans la communauté des affaires, s'exclame André Azoulay, est un électrochoc qui nous fait prendre conscience du potentiel de notre économie* ». En obtenant 35 % de la société marocaine (pour la modique somme de 2,3 milliards d'euros), les dirigeants de Vivendi Universal ont déjà en tête d'arracher la majorité du capital et ont obtenu d'Azoulay un accord de principe. Pas question pour les Français de partager le pouvoir : « *Le conseil de surveillance, notait Gérard Fries, comporterait huit membres dont cinq nommés par le royaume du Maroc. Les aspects juridiques du dossier montrent qu'il s'agit d'une prise de participation minoritaire, avec peu, voire pas, de moyens d'actions opérationnels, toutes les décisions pouvant être bloquées au conseil de surveillance* ». Pour les Français, l'obtention de la majorité du capital était également essentielle pour des raisons fort triviales : les comptables de Vivendi ont calculé qu'en cas de succès, l'investissement dans Maroc Telecom pouvait être juteux, autant en avoir la plus grosse part.

La mariée était belle

Il aura fallu vaincre les réticences du patron de Maroc Telecom, Abdeslam Ahizoune, qui s'était opposé comme Basri à un montage majoritaire en faveur des Français. Ce qui est assez naturel pour ce haut fonctionnaire qui fut le patron de l'Office national des postes et télécommunications et plusieurs fois ministre.

Or très vite, ce dernier opère un revirement à cent quatre-vingts degrés. Certains documents découverts à Paris par les policiers de la Brigade financière qui ont enquêté sur les dérives du système Vivendi peuvent éclairer ce changement soudain de doctrine. Abdeslam Ahizoune a en effet touché, à l'occasion du rapprochement des deux sociétés, de nombreux bonus, qui s'ajoutaient à une revalorisation accélérée de son traitement. Dans la lettre du 29 avril 2004, Jean-René Fourtou, le successeur de Jean-Marie Messier, lui écrivait : « *Cher Abdeslam, j'ai le plaisir de vous confirmer que, au titre de 2003, il a été décidé de vous attribuer votre bonus correspondant au maximum de mon courrier du 3 mars, soit un taux de performance de 120 % de vos objectifs* ». En conséquence, « *VTI [Vivendi Télécom International] versera un bonus de 32 000 euros en mai 2004, qui s'ajoutent à d'autres bonus, précise le courrier, déjà versés pour 2003* ». Et effectivement quelques discrets virements sont versés en prime sur le compte que le patron de Maroc Telecom possède à Paris à la BNP Paribas. Ainsi le 17 juillet 2003, il lui est versé 15 000 euros. Rebelote le 8 janvier 2004, un autre versement de 117 500 euros est consenti. Et encore le 28 avril 2004, la veille de la lettre que lui adresse Fourtou, son compte est crédité, cette fois, de 24 000 euros.

Parallèlement, la rémunération de cet employé modèle – ou plutôt les rémunérations – est augmentée. Le salaire fixe, versé au Maroc, est porté à 1 050 000 dirhams par an, l'indemnité de fonction à 380 000 dirhams par an, le salaire à la charge de VTI à 34 000 euros par an... Et la rémunération comme conseiller pour les affaires Afrique du Nord-Moyen-Orient – cela existe ! – est portée à 70 000 euros. « *Le maximum, 120 % des objectifs* »...

Le patron français est content de son employé marocain

Maroc Telecom se révèle très vite une véritable mine d'or. Réuni le 25 novembre 2004, le comité d'entreprise de Vivendi faisait le rapide bilan de l'investissement marocain : « *Maroc Telecom, c'est un chiffre d'affaires de 15 milliards de dirhams, plus 12 % en un an, un résultat d'exploitation qui est passé de 2001 à 2003 de 3,8 à 6,9 milliards de dirhams, un nombre d'abonnés mobiles de plus de six millions (70,3 % du marché) à la fin de septembre 2004 ; une trésorerie de cinq milliards de dirhams au 30 juin 2004 pour un endettement de 1,5 milliard de dirhams ; un résultat d'exploitation de 6,9 milliards de dirhams [...] ; un record régional* ». En somme, une affaire qui tourne.

Le sauveur de Vivendi et successeur de Messier, Jean-René Fourtou, aime visiblement le Maroc. Après trois ans d'abnégation à la tête de Vivendi, Fourtou quitte la présidence à l'été 2005, les yeux tournés vers Marrakech où il s'est fait construire un somptueux palais, le Dar-el-Sadaka, ce qui veut dire « la maison du bienfaiteur ». Cela ne s'invente pas. L'envoyé spécial du magazine Capital, Olivier Drouin, s'est rendu sur place et décrit, avec un luxe de détails le magnifique riad de cet ami du Maroc : « *Nichée dans la palmeraie, à dix kilomètres de Marrakech, la propriété de Jean-René Fourtou s'étend à perte de vue. Treize hectares de terrain, neuf chambres avec salle de bains, douze domestiques, une piscine chauffée de 200 mètres carrés. C'est dans ce petit palais des mille et une nuits que le patron de Vivendi, soixante-cinq ans, s'apprête à couler une retraite dorée. Construite il y a cinq ans, sa propriété [...] vaudrait aujourd'hui entre quatre et cinq millions d'euros.* »

La fondation familiale fort prospère que Fourtou a créée au Maroc (la Fondation Janelly et Jean-René Fourtou) a aidé la Fondation Mohamed V pour la solidarité, qui vient en aide aux Marocains les plus démunis : 212 526 euros ont été ainsi versés en 2004 et 2005. « *Un bon moyen de s'attirer les faveurs du roi, note Olivier Drouin, surtout quand on négocie avec lui le contrôle à 51 % de Maroc Telecom* ». La fondation soutient également les jeunes artistes contemporains, en les hébergeant dans la résidence marocaine de la famille.

Les nouvelles élites marocaines n'ont rien appris ni rien oublié des années Hassan II. Le patron de Maroc Telecom et correspondant de Jean-René Fourtou, Abdeslam Ahizoune, possède un ami fidèle au Palais en la personne de Mounir Majidi, directeur du secrétariat particulier du roi et président de la holding royale, la Siger/Ergis. Majidi était actionnaire d'une société dans le domaine des télécoms, GSM Al Maghrib, qu'il voulait céder pour la somme de cinq millions de dirhams à Maroc Telecom. Ahizoune insista pour la reprendre, en 2001, à un prix préférentiel.

L'Eldorado touristique

Au moins autant que les télécommunications, le tourisme constitue l'atout majeur du Maroc pour faire entrer un peu de devises dans les caisses du royaume. Or dans ce secteur, le gouvernement de Hassan II va également brader les intérêts marocains dans des conditions spectaculaires. Ainsi le régime cèdera-t-il au groupe français Accor quelques bijoux de famille pour des sommes que tout le monde estime aujourd'hui dérisoires.

Les ambitions d'Accor remontent aux années 1990. C'est l'époque où le groupe réussit fort bien en Tunisie, où il lance des projets grandioses. Grâce à l'entregent du conseiller personnel d'Hassan II, André Azoulay, un véritable plan d'action pour le Maroc se met en place. Le président d'Accor, Gilles Péliçon, qui a été présenté à Hassan II par l'intermédiaire de Jacques Chirac, toujours serviable, revoit le roi en présence d'André Azoulay. Officiellement, il s'agit pour le groupe français d'investir cent millions de dollars dans le secteur hôtelier. Accor s'est fixé comme objectif le développement de 7 000 chambres sur huit ans. En quelques années, le groupe français a pu s'imposer dans plusieurs villes du royaume : Rabat, Fès, Marrakech, Tanger, Meknès, Agadir, Essaouira et Casablanca, où Accor devait construire le vaste ensemble commercial Casa City Center. Il est vrai que le tourisme marocain cherche depuis longtemps l'occasion de passer à la vitesse supérieure. Avec des conditions fiscales, douanières et réglementaires exceptionnelles, un accord est trouvé en 1996 par le groupe français autour de deux acquisitions : les six hôtels de la chaîne Moussafir et le palais Jamaï de Fès. Seul hic, ce développement spectaculaire ne va guère profiter aux intérêts de l'État. (...)

Le contrat entre l'Office des chemins de fer et Accor était tellement anormal au regard des usages en vigueur qu'une campagne de presse dénonça le scandale. Les partis de l'opposition s'émurent de cette transaction qui touchait au patrimoine national. Alerté par le conseil d'administration, le ministre des Transports, Saïd Ameskane, suspendit provisoirement le contrat. Mal lui en a pris. Il fut illico remplacé par le docile Driss Benhima, un proche d'Azoulay. À peine nommé le 14 août 1997, le nouveau ministre fit avaliser l'ensemble de l'opération. »

La suite